

A. Responsable du traitement

Generali España, S.A. de Seguros y Reaseguros

Siège social: Calle Orense, 2. 28020 Madrid (Espagne)

Numéro d'identifiant fiscal: A28007268

Références de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés : Feuillet M-54.202.

Délégué à la protection des données: delegadoprotecciondatos.es@generali.com

B. Finalités et fondements légitimes

Sont précisés ci-dessous les différentes finalités du traitement de vos données personnelles et les fondements légitimant un tel traitement :

i. Traitement nécessaire à l'exécution du contrat souscrit auprès de GENERALI:

- a. Établir le présent contrat qui définit comment l'Assuré et/ou le Bénéficiaire du présent contrat d'assurance se trouvent prémunis contre les risques visés par celui-ci.
- b. Gérer, conserver et suivre la relation contractuelle, y compris l'encaissement des primes et la réalisation des modifications, avenants et élargissements du présent contrat d'assurance.
- c. Procéder aux communications liées au présent contrat d'assurance, afin de vous informer sur la situation de votre assurance et les outils que GENERALI met à votre disposition, ce dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle et dans le but, uniquement, de rendre plus facile la mise en œuvre de vos droits prévus dans le présent contrat.

ii. Traitement nécessaire au respect d'une obligation légale:

- a. Gérer la résolution des réclamations et des différends pouvant se produire entre les preneurs de l'assurance, les assurés, les bénéficiaires, les tiers lésés ou leurs ayant droits et GENERALI, sur la base de l'article 97 de la Loi 20/2015 du 14 juillet 2015 relative à l'aménagement, au contrôle et à la solvabilité des compagnies d'assurance et de réassurance.
- b. Communiquer des informations aux autorités publiques, aux autorités de contrôle ou aux organismes de l'Administration dans les cas où une telle communication est à faire impérativement en vertu de la loi, de la réglementation locale ou pour l'exécution des obligations réglementaires.
- c. Tenir les documents comptables exigés par le Code de commerce ou autres réglementations applicables, ainsi que les registres des comptes, sinistres, provisions techniques, placements, contrats de réassurance et polices, avenants et annulations émis, conformément à l'article 96 du Décret 1060/2015 du 20 novembre 2015 relatif à l'aménagement, au contrôle et à la solvabilité des compagnies d'assurance et de réassurance.

iii. Traitement nécessaire aux fins des intérêts légitimes de GENERALI:

- a. Effectuer des actions ou des communications commerciales et/ou publicitaires par tous moyens, y compris via des communications électroniques ou équivalentes, se rapportant aux produits ou services similaires à ceux souscrits auprès de GENERALI, conformément à l'article 21.2 de la Loi 34/2002 du 11 juillet 2002 relative aux services de la société de l'information et au commerce électronique.
- b. Réaliser des profilages suivant les données personnelles dont dispose GENERALI afin de cerner les produits et les services les plus appropriés à votre profil et, de la sorte, vous proposer les meilleures offres des produits et services susceptibles de vous intéresser.

- c. Réaliser des sondages de satisfaction concernant l'assurance souscrite par vous et les prestations de services de GENERALI, afin de connaître votre degré de satisfaction sur ces produits et prestations et afin d'améliorer la réalisation par GENERALI des procédures et services liés à l'exécution des obligations assumées par celle-ci en vertu du présent contrat.
- d. Communiquer vos données personnelles ainsi que celles de l'assuré, du bénéficiaire ou du tiers lésé aux compagnies de réassurance toutes les fois que strictement nécessaire à la passation du contrat de réassurance dans les termes prévus à l'article 77 de la Loi 50/1980 du 8 octobre 1980 relative aux contrats d'assurance ou bien encore à la réalisation des opérations connexes, c'est-à-dire à la réalisation d'études statistiques ou actuarielles, d'analyses de risques ou de recherches pour ses clients, ainsi que tout type d'activités liées à ou nées de l'activité de réassurance.
- e. Cession intragroupe : échange d'information intragroupe entre compagnies d'assurance en vue de respecter les obligations de supervision
- f. Prévenir les fraudes potentielles liées à la souscription du présent contrat d'assurance. Pour ce faire, il pourra être mené des actions raisonnablement nécessaires afin de détecter l'existence d'informations potentiellement frauduleuses ou bien encore l'existence de données inexactes, non sincères ou incohérentes.
- g. Consulter les fichiers de renseignement sur la solvabilité patrimoniale et de crédit toutes les fois que cette consultation serait nécessaire pour jauger la solvabilité économique de l'intéressé, conformément à la réglementation applicable en la matière.
- h. Cession de vos données à caractère personnel sur la solvabilité du patrimoine et du crédit à des fichiers relatifs au respect ou au non-respect des obligations monétaires, concrètement, au fichier Asnef / Equifax.

iv. Traitement nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public

Communiquer les données de sinistralité liées à votre assurance à UNESPA (Association espagnole des assureurs), qui les traitera en tant que Responsable du fichier de prévention des fraudes dans le cadre des assurances de branches diverses, parmi lesquelles figure l'assurance que vous avez souscrite. La finalité du Fichier, c'est la prévention et la détection des fraudes, soit en la notifiant à la compagnie d'assurances une fois émise la police, soit en détectant la fraude déjà commise dans les sinistres déclarés.

Pour l'exercice des droits de protection de données, vous pouvez vous adresser à TIREA, Carretera Las Rozas-El Escorial, Km 0,3, Las Rozas, 28231 MADRID.

Vous pouvez trouver l'information complémentaire sur la protection de données sur les sites web d'UNESPA (www.unespa.es) et de TIREA (www.tirea.es).

En outre, vous garanzissez l'exactitude des données à caractère personnel fournies à GENERALI. Par ailleurs, GENERALI est en droit de vous demander périodiquement la vérification et la mise à jour des données personnelles vous concernant.

C. Destinataires des données

GENERALI peut communiquer vos données personnelles aux compagnies d'assurance et de réassurance, aux établissements financiers et aux organismes de l'Administration à la condition qu'une telle communication soit nécessaire à la mise en œuvre du présent contrat et conformément aux finalités et aux fondements légitimes décrits au paragraphe « B. Finalités et fondements légitimes » ci-dessus.

Vos données à caractère personnel pourront être également communiquées, le cas échéant, à différentes catégories de destinataires, comprenant entre autres, à titre purement indicatif et non limitatif, experts ou professionnels analogues, garages de réparation de véhicules, avocats, avoués auprès des tribunaux et notaires, détectives, agents de réclamations, centres médicaux et hôpitaux, médecins chargés de l'évaluation, gestionnaires de la réadaptation médicale, gestionnaires des accidents collectifs, gestionnaires des fonds des pensions, gestionnaires du fichier des documents, sociétés de sauvetage, commissaires d'avaries, reconstructeurs, enquêteurs.

Certains destinataires parmi ceux mentionnés ci-dessus, au cours de la validité des rapports contractuels avec la Compagnie, auront le statut de chargés du traitement des données. Une fois les rapports contractuels finalisés, ils pourront devenir responsables desdites données, en fonction de la norme sectorielle spécifiquement prévue.

D. Provenance des données

Outre les données personnelles fournies par vous-même et/ou votre intermédiaire d'assurance, Generali España, S.A. de Seguros y Reaseguros peut traiter les données personnelles provenant de fichiers communs, de fichiers sectoriels et/ou d'organismes publics, et les médecins ou centres de santé et hôpitaux qui vous ont assisté ou examiné, conformément aux finalités et aux fondements légitimes décrits au paragraphe « B. Finalités et fondements légitimes » ci-dessus.

Dans ce sens, GENERALI traitera les données personnelles fournies par les tiers susnommés relevant des catégories suivantes :

- i. Données d'identification
- ii. Adresses postales, courriels
- iii. Données économiques

Les données personnelles bénéficiant d'une protection spéciale ne pourront être obtenues auprès des tiers.

E. Transferts internationaux

Nous vous informons que la compagnie GENERALI peut faire appel à des prestataires de services situés en-dehors de l'Espace économique européen. La compagnie exige par contrat ayant force contraignante à ces destinataires de se conformer aux normes prévues pour la protection des données personnelles, sauf si le destinataire en question se trouve dans un pays qui, d'après la Commission européenne, garantit un niveau approprié de protection des données personnelles. Le Client est en droit d'obtenir une copie des mesures exigées par GENERALI. Pour ce faire, prière de vous mettre en rapport avec le Délégué à la protection des données («DPD») à l'adresse mentionnée à la fin de la clause A.

F. Conservation des données personnelles

Les critères utilisés par GENERALI à l'heure de fixer la durée de conservation de vos données ont été déterminés dans le respect des conditions édictées par la loi, les règlements et les directives normatives applicables. Ils tiennent compte également des contraintes opérationnelles de GENERALI nécessaires à la bonne gestion des relations avec ses clients.

Notamment, la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme prévoit, dans les cas où elle est applicable, que les données sont à conserver pendant dix ans. Par ailleurs, le droit commercial prévoit une durée de conservation de six ans à compter de l'expiration des délais de prescription des actions nées du contrat signé entre les cocontractants.

G. Droits de protection des données

Nous vous informons que, conformément à la réglementation en vigueur, vous avez le droit de mettre en œuvre vos droits d'accès, de rectification et d'opposition, ainsi que le droit de suppression, de limitation du traitement et le droit à la portabilité de vos données, en écrivant (prière d'annexer à votre demande une copie de votre CNI ou autre pièce d'identité) à l'adresse postale suivante : Generali España, S.A. de Seguros y Reaseguros, Calle Orense, 2 28020 Madrid, ou à l'adresse de courriel suivante : dataprotection.es@generali.com.

Pour en savoir plus sur vos droits, vous pouvez vous adresser à la *Agencia Española de Protección de Datos*. Cet organisme est également compétent pour connaître de vos réclamations, dans le cas où vous considérez que vos droits n'ont pas été respectés. Cet organisme a son siège à Madrid, calle Jorge Juan n° 6, code postal 28001.

Modifications et mises à jour de l'avis de confidentialité

Compte tenu des éventuelles modifications des lois applicables sur la confidentialité des données, la Compagnie peut mettre à jour, totalement ou partiellement, le présent avis de confidentialité. Toute modification ou mise à jour sera communiquée conformément aux lois applicables et via sa publication sur le site web de la Compagnie : <https://www.generali.es/quienes-somos/privacidad>